



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Banque Centrale de la République de Guinée

***Rapport de l'auditeur contractuel sur les comptes
établis selon les normes IFRS***

Exercice clos le 31 décembre 2020

Banque Centrale de la République de Guinée

Boulevard du Commerce - Conakry - République de Guinée

Ce rapport contient 38 pages

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une société de droit anglais
(« private company limited by guarantee »).

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Banque Centrale de la République de Guinée

Siège social : Boulevard du Commerce - Conakry - République de Guinée
Capital : 3.157.727.934.507 de francs guinéens

Rapport de l'auditeur contractuel sur les comptes établis selon les normes IFRS

Exercice clos le 31 décembre 2020

Mesdames, Messieurs,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Banque Centrale de la République de Guinée (« l'Entité »), comprenant le bilan au 31 décembre 2020, ainsi que le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers contenant un résumé des principales méthodes comptables et les autres notes explicatives y afférentes.

Ces comptes ont été arrêtés par le Gouverneur le 30 juillet 2021 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée à la Covid 19.

A notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de l'Entité au 31 décembre 2020, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière IFRS.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Entité conformément aux règles d'éthique qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la Direction. Les autres informations comprennent les éléments contenus dans le rapport annuel de la Banque Centrale de la République de Guinée, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport d'audit sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre obligation consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant la gouvernance sur les états financiers

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'Entité à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de mettre l'Entité en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe aux personnes constituant la gouvernance de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de l'Entité.

Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Entité ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations fournies les concernant par cette dernière ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Cependant, des conditions ou événements futurs pourraient conduire l'Entité à cesser son exploitation ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les états financiers, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements les sous-tendant d'une manière telle qu'ils donnent une présentation sincère.

Nous communiquons aux personnes constituant la gouvernance notamment l'étendue des travaux d'audit et du calendrier de réalisation prévus et les constats importants, y compris toute faiblesse significative du contrôle interne, relevés lors de notre audit.

Paris La Défense, le 30 juillet 2021

KPMG S.A.



Valéry Foussé
Associé

1. Etats financiers

1.1. Etat de la situation financière

1.1.1. Etat de la situation financière

Actif	31-déc.-19	31-déc.-20
Avoirs en devises	14 475 026	16 295 474
Or monétaire	1 791 297	2 535 467
Argent monétaire	3 074	6 505
Avoirs en DTS	905 199	856 858
Comptes de correspondants à l'étranger	8 355 158	9 293 874
Caisses en devises	291 534	557 136
Valeurs à l'encaissement	185 606	18 242
Total de la Trésorerie et des Equivalents de Trésorerie	11 531 868	13 268 083
Autres valeurs à l'encaissement	40	40
Position au FMI en DTS	2 709 064	2 747 373
Autres	33 353	45 319
Titres de participations comptabilisés via OCI	200 701	234 659
Avoirs domestiques en GNF	696 423	815 268
Stock de billets et pièces non émis	99 098	68 727
Stock d'or brut	1 378	1 378
Stocks de marchandises et fournitures	15 770	12 689
Prêts au personnel	63 835	0
Autres	516 341	732 475
Prêts domestiques en GNF	9 290 515	11 626 320
Prêts aux banques locales		170 000
Créances sur le Trésor (Titrisées et ordinaires)	9 288 938	11 457 960
Créances sur la clientèle non bancaire	1 577	-1 640
Autres actifs	422 380	636 558
Immobilisations incorporelles	9 446	10 222
Immobilisations corporelles	207 145	294 193
Immobilisations en cours	205 788	332 143
Total de l'actif	24 884 344	29 373 620

Les notes annexées aux états financiers font partie du présent état

Passif et capitaux propres	31-déc.-19	31-déc.-20
Dettes en devises	7 358 310	8 804 240
Allocations de DTS et engagements vis-à-vis du FMI	6 194 981	7 232 933
Dépôts des banques commerciales en devises	1 032 141	1 535 600
Autres	131 188	35 706
Dettes domestiques en Guinée	9 596 420	12 305 569
Base monétaire		
<i>Billets et pièces émises en Francs Guinéens</i>	9 596 420	12 305 569
Autres Dettes domestiques en Guinée	5 569 288	5 461 332
Dépôts des Banques commerciales en GNF	2 842 099	2 739 570
Dépôts de l'Administration	2 394 174	2 396 652
Autres comptes ordinaires créditeurs	333 016	325 111
Autres comptes créditeurs		
Autres dettes	707 274	407 343
Provisions pour départs à la retraite	113 761	109 534
Provisions	4 394	4 428
Dettes opérationnelles	589 119	293 381
Capitaux propres	1 653 052	2 395 136
Capital social	3 157 728	3 157 728
Réserves	-1 504 675	-762 592
Total du passif des capitaux propres	24 884 344	29 373 620

Les notes annexées aux états financiers font partie du présent état

1.1.2. Etat du résultat net et des autres éléments du résultat global

Etat du résultat net et des autres éléments du résultat global	31/12/2019	31/12/2020
Résultat net des opérations à l'étranger	124 735	-3 821
Produits		
<i>Produits d'intérêts</i>	154 455	68 832
<i>Autres produits</i>	1	1
Charges		
<i>Charges financières sur transactions</i>	-29 628	-72 654
<i>Autres charges</i>	-92	0
Résultat net des opérations domestiques en GNF	735 352	796 828
Produits		
Produits d'intérêts sur le Trésor au coût amorti	655 753	693 865
Commissions sur opérations	79 599	102 963
Autres produits		
Charges		
Autres frais		
Résultat net de change	113 717	-22 457
Gains de change	184 909	84 324
Pertes de change	-71 193	-106 782
Coûts d'émission	-107 438	-134 317
Coût de revient des coupures en GNF émises	-107 438	-134 317
Charges de personnel et administratives		
Charges de personnel	-200 098	-209 692
Salaires	-22 663	-22 396
Primes	-127 352	-133 409
Charges sociales	-15 832	-16 526
Charges liées aux indemnités de départ à la retraite	-10 963	-15 545
Frais de protection sociale	-17 761	-17 637
Don et subvention au personnel	-5 526	-4 180
Charges administratives	-230 300	-250 117
Achats consommés		
Autres charges et produits	269 031	362 316
Dotations aux amortissements des immobilisations	-40 239	-44 849
Dotations aux provisions	-49 135	-108 689
Reprises sur provisions	224 788	6 997
Autres	133 617	508 858
Résultat net de la période	705 000	538 739
Autres éléments du résultat global		
Eléments qui ne seront pas reclassés au niveau du compte de résultat		
Réévaluation du passif des régimes à prestations définies	- 49 313	14 296
Gains résultant de l'évaluation des placements par le biais des autres éléments	16 631	189 049
Total des éléments qui ne seront pas reclassés dans le compte de résultat	- 32 682	203 345
Résultat global de la période	672 318	742 084

Les notes annexées aux états financiers font partie du présent état

1.1.3. Tableau des flux de trésorerie

Tableau des flux de trésorerie			
Flux de trésorerie liés aux activités des opérations			
	31-déc.-19		31-déc.-20
Avoirs en devises			
Frais financiers (versés) / encaissés	154 455		1 632
Variation des dépôts en devises de la clientèle	58 130		488 545
Réévaluation d'avoirs en devises précédemment compromis	185 650		-
Avoirs en matières précieuses			
Acquisition d'or brut en devises	-		-
Acquisition d'or monétaire en GNF	359 513		345 168
Or brut acquis en GNF et affiné sur l'exercice	2 321 187		865 486
Plus/moins value sur cession d'or monétaire moins réserve de réévaluation ouverture	146 092		87 082
Réserve de réévaluation or et argent monétaire à la clôture	57 029		178 013
Opérations traduisant une opération de change Devises/GNF			
Encaissements/(Décaissements) de l'Etat en devises	1 451 707		1 023 118
Achat / vente de devises	-	1 201 642	-
Transfert d'avoirs de la clientèle en devises vers des GNF	-	81 787	-
Autres flux de trésorerie			
Achat de billets aux fabricants	-	139 163	-
Autres dépenses décaissées de l'exercice	-	519 089	-
Flux de trésorerie nets provenant des opérations	2 792 081		802 708
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	32 970	-
Acquisitions de titres de participation	-	4 202	-
Dividendes reçus	-	3 065	4 962
Flux de trésorerie nets des activités d'investissement	-	34 107	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Augmentation de la dette FMI tirée en DTS	-	250 924	-
Flux de trésorerie nets des activités de financement	-	250 924	872 860
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période *	8 411 625		11 531 914
Total des flux de trésorerie de la période	3 008 898		1 625 194
Effet des variations des taux de change sur les flux convertis en GNF & appréciation de l'or	111 391		110 975
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période *	11 531 914		13 268 083
<i>Les notes annexées aux états financiers font partie du présent état</i>			
* le détail du poste Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de chaque période est le suivant :			
		2 176 349	905 199
Ouverture de la période	Avoirs en DTS	574 760	1 794 417
	Or et argent monétaires	5 107 900	8 355 158
	Comptes de correspondants à l'étranger	529 268	291 534
	Caisse en devises	23 348	185 606
	Billets en devises à l'encaissement	8 411 625	11 531 914
Clôture de la période	Avoirs en DTS	905 199	856 858
	Or et argent monétaires	1 794 417	2 541 973
	Comptes de correspondants à l'étranger	8 355 158	9 293 874
	Caisse en devises	291 534	557 136
	Billets en devises à l'encaissement	185 606	18 242
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	11 531 914	13 268 083	

1.1.4. Tableau de variation des capitaux propres

Etat de variation des capitaux propres	Capital	Réserves			Autres réserves	Total des capitaux propres
		Revenu non distribué	Gains et pertes actuarielles sur engagements de retraite	Gains/pertes des placements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Solde au 31 décembre 2018 et au 1er janvier 2019	3 157 728	649 581	5 769	99 417	-2 931 761	980 735
Résultat net de l'exercice		705 000				705 000
Autres éléments du résultat global						
Gains/(Pertes) résultant de l'évaluation des placements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				16 631		16 631
Gains/(Pertes) résultant de l'évaluation des matières précieuses à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global						-
Réévaluation du passif des engagements post emploi - indemnités de départ à la retraite - prestations définies			-49 313			49 313
Augmentation nette du capital libéré						
Solde au 31 décembre 2019	3 157 728	1 354 581	-43 544	116 048	-2 931 761	1 653 052
Solde au 31 décembre 2019 et au 1er janvier 2020	3 157 728	1 354 581	-43 544	116 048	-2 931 761	1 653 052
Résultat net de l'exercice		538 739				538 739
Autres éléments du résultat global						
Gains/(Pertes) résultant de l'évaluation des placements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				189 049		189 049
Gains/(Pertes) résultant de l'évaluation des matières précieuses à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global						-
Réévaluation du passif des engagements post emploi - indemnités de départ à la retraite - prestations définies			14 295			14 295
Augmentation nette du capital libéré						
Solde au 31 décembre 2020	3 157 728	1 893 319	-29 248	305 097	-2 931 761	2 395 136

Les notes annexées aux états financiers font partie du présent état

2. Informations générales

(Sauf Indication contraire, les montants Inscrits dans les notes afférentes aux états financiers de la BCRG de la République de Guinée sont exprimés en millions de francs guinéens.)

2.1. Présentation de la Banque Centrale de la République de Guinée

La Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) est une institution dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière et de gestion, dont le capital est entièrement détenu par l'Etat.

Elle reçoit de l'Etat la mission générale de veiller sur la création, la circulation ainsi que la défense de la valeur de la monnaie nationale. Son objectif principal est d'atteindre et de maintenir la stabilité des prix. Pour atteindre cet objectif, elle détermine et met en œuvre la politique monétaire, et dispose de toutes possibilités d'intervention indirecte pour agir sur la liquidité bancaire en particulier par la fixation des conditions de refinancement des établissements de crédit, par l'imposition des réserves obligatoires, par les mécanismes d'Open Market et, le cas échéant, par l'émission de ses propres titres.

La BCRG est l'agent du Trésor pour ses opérations de banque et de crédit en République de Guinée et à l'étranger. À ce titre, elle détient et gère les réserves de change pour le compte de l'État.

Activités

Système financier : La BCRG s'emploie à promouvoir la fiabilité, la solidité et l'efficacité des systèmes financiers en République de Guinée et à l'échelle internationale et effectue des opérations sur les marchés financiers pour atteindre ces objectifs.

Monnaie : La BCRG conçoit, émet et distribue les billets en Francs guinéens, supervise le système de distribution des billets et assure un approvisionnement constant en billets de qualité aisément acceptés et à l'épreuve de la contrefaçon.

Gestion financière : La BCRG assure des services de gestion financière pour son propre compte ainsi que pour celui du gouvernement de la République de Guinée et d'autres clients. Elle fournit au gouvernement des services de gestion de la trésorerie, de la dette publique, gère les réserves de change et prodigue des conseils.

Siège

Boulevard du commerce, commune de Kaloum – Conakry – République de Guinée

2.1.1. Déclaration de conformité et base de préparation

Les comptes établis selon les normes IFRS pour l'exercice 2020, seront soumis à l'approbation du Conseil d'Administration de la BCRG.

3. Règles et méthodes comptables

Les comptes ont été établis selon le principe du coût historique, sauf pour les actifs et passifs financiers pour lesquels une évaluation à la juste valeur est requise par les IFRS.

Dans chacune des Notes annexes, les méthodes comptables appliquées par la BCRG sont présentées dans une zone de texte en surbrillance.

3.1. Normes, amendements et interprétations applicables à partir du 1^{er} janvier 2020

Nouvelles normes ou interprétations	Date d'application
Amendements aux IFRS 16 – Concessions de loyer liées au COVID-19	1 ^{er} juin 2020
Définition de la matérialité – Amendements à l'IAS 1 et à l'IAS 8	1 ^{er} janvier 2020
Définition d'une entreprise – Amendements à IFRS 3	1 ^{er} janvier 2020
Cadre conceptuel révisé pour l'information financière	1 ^{er} janvier 2020
Amendements aux IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 – Réforme des taux d'intérêt de référence	1 ^{er} janvier 2020

Les nouvelles exigences n'ont pas eu d'incidence importante sur les états financiers.

3.2. Normes, amendements et interprétations publiées mais non encore en vigueur

Nouvelles normes ou interprétations	Date d'application
IBOR Phase 2	1 ^{er} janvier 2021
Amendements aux IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 – Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2	1 ^{er} janvier 2021
Améliorations annuelles (Cycle 2018 – 2020) : IFRS 9 Instruments financiers	1 ^{er} janvier 2022

Améliorations annuelles (Cycle 2018 – 2020) : Exemple illustratif accompagnant les IFRS 16 – Incitatifs à la location	1 ^{er} janvier 2022
Amendements IAS 1 – classification des passifs en tant que passifs courants ou non courants (Report de la date d’entrée en vigueur publié en Juillet 2020)	1 ^{er} janvier 2023

La Banque n’anticipe pas que ces exigences auront un impact significatif sur ses états financiers lorsqu’elles deviendront d’application obligatoire.

3.3. Monnaie fonctionnelle et de présentation

La monnaie fonctionnelle et de présentation de la BCRG est le Franc guinéen (GNF).

3.4. Estimations et jugements comptables importants dans l'application des méthodes comptables

Pour établir les états financiers, la BCRG a formulé des jugements et fait des estimations, en s'appuyant sur les informations disponibles à la date de clôture, qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur le montant déclaré des actifs, des passifs, des produits et des charges, et sur les informations connexes.

En particulier la BCRG a exercé son jugement pour la détermination de la juste valeur de niveau trois de la créance qu’elle détient sur l’Etat Guinéen (*voir note 5.12*) pour le traitement comptable de ses avoirs en or monétaire ainsi que pour l’évaluation des taux déterminant l’engagement actuariel au titre des prestations définies post-emploi.

Les hypothèses et estimations de la BCRG se fondent sur les renseignements qui étaient disponibles au moment où les présents états financiers ont été préparés.

La conjoncture actuelle et les hypothèses à l’égard de l’évolution future pourraient toutefois changer en raison des fluctuations des marchés, de l’impact de la pandémie de la COVID19 sur l’économie nationale en particulier et sur celle des autres économies en général ou d’autres circonstances indépendantes de la volonté de l’Institution. De ce fait, les estimations utilisées au 31 décembre 2020 pourraient subir des modifications significatives à l’avenir.

Ces hypothèses qui sous-tendent les principales estimations et les jugements sont décrites dans les notes annexes de ce rapport.

3.5. Conversion des monnaies étrangères

Le produit des placements et les charges connexes libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les éléments à la juste valeur libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l’évaluation à la juste valeur. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en Francs guinéens au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les gains ou les pertes qui découlent de ces conversions sont imputés aux comptes de produits ou de charges. Les gains ou les pertes sur les instruments de capitaux propres classés comme disponibles à la vente, ainsi que les gains ou les pertes liés au taux de change, sont comptabilisés dans la réserve disponible à la vente parmi les autres éléments du résultat global.

Le tableau ci-dessous présente les taux de change appliqués aux opérations :

Taux de change		31/12/2019	31/12/2020
		<i>Clôture</i>	<i>Clôture</i>
Dollar Américain	GNF/USD	9 400,82	9 990,00
Euro	GNF/EUR	10 518,58	12 153,84
GBP	GNF/GBP	12 335,29	13 406,59
DTS	GNF/DTS	12 999,70	14 388,28
CHF	GNF/CHF	9 675,12	11 226,62
JPY	GNF/JPY	86,15	96,40

3.6. Information sectorielle

Selon la norme IFRS 8, « *Information sectorielle* », un secteur opérationnel est une composante d'une entité qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir du chiffre d'affaires et d'encourir des charges, y compris du chiffre d'affaires et des charges relatifs à des transactions avec d'autres composantes de la même entité, et :

- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et d'évaluer sa performance ;
- pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

3.6.1. Les secteurs opérationnels de la BCRG

La BCRG a défini deux secteurs opérationnels :

- ✓ Les activités avec la clientèle : elles concernent principalement les activités des agences et de l'Agence Principale notamment avec l'Etat et ses démembrements ainsi qu'avec les banques commerciales
- ✓ Les activités du siège à travers trois divisions :
 - la gestion des réserves de change et des activités avec l'étranger,
 - la gestion fiduciaire et l'émission,
 - les autres activités notamment administratives de la BCRG.

3.6.2. Informations financières par secteur opérationnel

- ✓ Activités à l'étranger – Gestion des réserves de change
- ✓ Activités de gestion fiduciaire - Emission
- ✓ Activités avec la clientèle :
 - Etat,
 - Banques locales,
 - Autres.

2019	Activités avec la clientèle			Activités à l'étranger - Gestion des réserves de change	Activités du siège		Total
	Agences et Agence principale				Gestion fiduciaire et émission	Autres activités de la Banque Centrale	
	Etat	Banques commerciales	Autres				
BILAN							
Actifs							
Réserves de change				13 570 014			13 570 014
Caisses en devises				291 534			291 534
Immobilisations					28 061	540 127	568 188
Stocks de billets					99 098		99 098
Découverts sur comptes de la clientèle	8 481 171	-	2 573	4 136		558	8 483 291
Titres de créance sur le Trésor	9 983 885					84 562	10 068 447
Total des actifs non alloués aux secteurs		9 180 345	-	229 639	7 315 312	2 241 138	18 966 434
Total de l'actif	18 465 056	9 180 345	-	14 095 323	7 442 471	2 866 384	52 047 006
Passifs							
Comptes de dépôt	9 028 243	3 874 240	296 789	6 291 526			19 490 797
Total des passifs non alloués aux secteurs		9 172 325	186 962	1 136	16 888 919	5 977 971	31 851 117
Total des passifs	9 028 243	13 046 565	109 826	6 290 390	16 888 919	5 977 971	51 341 915
COMPTE DE RESULTATS							
Revenus :							
Des placements						147 406	147 406
Des mouvements et opérations	432 160	150		377 610	2 319	1 879 760	2 691 999
Revenu des créances sur le Trésor	196 774					84 562	281 336
Frais :							
Frais bancaires et de tenue de compte				100 821			100 821
Frais d'émission de billets					107 438		107 438
Personnel						200 098	200 098
Frais généraux (carburants...)				2 027 457		20 073	2 007 384
Réconciliation avec le résultat	628 934	150	-	1 750 668	105 120	1 931 703	705 000
Résultat net							705 000
2020	Activités avec la clientèle			Activités à l'étranger - Gestion des réserves de change	Activités du siège		Total
	Agences et Agence principale				Gestion fiduciaire et émission	Autres activités de la Banque Centrale	
	Etat	Banques commerciales	Autres				
BILAN							
Actifs							
Réserves de change	-	-	-	15 455 609	-	-	15 455 609
Caisses en devises	-	-	-	557 136	-	-	557 136
Immobilisations	-	-	-	-	23 612	766 440	790 052
Stocks de billets	-	-	-	-	68 727	-	68 727
Découverts sur comptes de la clientèle	12 231 203	25 872	13 749	-	-	3 526	12 267 297
Titres de créance sur le Trésor	10 373 283	170 000	-	-	-	-	10 543 283
Total des actifs non alloués aux secteurs		11 088 421	-	50 349 373	45 327	6 957 954	68 441 076
Total de l'actif	22 604 486	11 284 293	13 749	66 362 119	137 666	7 720 868	108 123 179
Passifs							
Comptes de dépôt	11 003 522	3 879 432	757 852	-	-	7 232 933	22 873 740
Total des passifs non alloués aux secteurs		11 048 202	7 320	50 433 303	12 305 646	10 916 228	84 710 700
Total des passifs	11 003 522	14 927 634	765 172	50 433 303	12 305 646	18 149 162	107 584 440
COMPTE DE RESULTATS							
Revenus :							
Des placements	-	-	-	14 779	-	54 053	68 832
Des mouvements et opérations	365 002	2 234	-	2 471 446	480	418 878	3 258 040
Revenu des créances sur le Trésor	391 734	-	-	-	-	-	391 734
Frais :							
Frais bancaires et de tenue de compte	-	11 404	-	166 135	-	-	177 539
Frais d'émission de billets	-	-	-	-	134 317	-	134 317
Personnel	-	-	-	-	-	209 692	209 692
Frais généraux (carburants...)	-	-	-	2 929 040	-	270 721	2 658 319
Réconciliation avec le résultat	756 736	9 170	-	608 950	133 837	533 960	538 739
Résultat net	756 736	9 170	-	608 950	133 837	533 960	538 739

3.6.3. Informations financières par zones géographiques

- ✓ Activités à l'étranger
- ✓ Activités en Guinée :
 - Siège,
 - Agences.

2019	Activités en Guinée		Activités à l'étranger	Total
	Siège et Agence Principale	Agences en province		
BILAN				
Actifs				
Réserves de change	3 654 698	-	9 915 316	13 570 014
Caisses en devises	291 534			291 534
Immobilisations	471 473	20 155	76 560	568 188
Stocks de billets	99 098			99 098
Découverts sur comptes de la clientèle	1 957 522	6 525 769		8 483 291
Titres de créance sur le Trésor	10 068 447			10 068 447
Total des actifs non alloués aux secteurs	13 461 407	5 301 989	203 038	18 966 434
Total de l'actif	30 004 180	11 847 912	10 194 914	52 047 006
Passifs				
Comptes de dépôt	10 852 004	2 388 740	6 250 053	19 490 797
Total des passifs non alloués aux secteurs	23 419 642	9 431 677	1 000 202	31 851 117
Total des passifs	34 271 646	11 820 417	5 249 851	51 341 915
COMPTE DE RESULTATS				
Revenus :				
Des placements	-	-	147 406	147 406
Des mouvements et opérations	2 322 116	16	369 867	2 691 999
Revenu des créances sur le Trésor	281 336			281 336
Frais :				
Frais bancaires et de tenue de compte	5 110	-	95 711	100 821
Frais d'émission de billets	107 438			107 438
Personnel	198 797	1 301		200 098
Frais généraux (carburants...)	1 971 332	20 048	16 004	2 007 384
Réconciliation avec le résultat	320 775	21 334	405 558	705 000
Résultat net				705 000
2020				
BILAN				
Actifs				
Réserves de change	0	0	15 455 609	15 455 609
Caisses en devises	557 136	0	0	557 136
Immobilisations	622 717	63 013	104 322	790 052
Stocks de billets	68 727	0	0	68 727
Découverts sur comptes de la clientèle	3 643 540	8 623 732	25	12 267 297
Titres de créance sur le Trésor	10 543 283	0	0	10 543 283
Total des actifs non alloués aux secteurs	14 051 588	3 993 787	50 395 701	68 441 076
Total de l'actif	29 486 990	12 680 532	65 955 658	108 123 179
Passifs				
Comptes de dépôt	-13 306 335	-2 331 728	-7 235 677	-22 873 740
Total des passifs non alloués aux secteurs	-26 496 329	-10 313 271	-47 901 100	-84 710 700
Total des passifs	-39 802 664	-12 644 999	-55 136 777	-107 584 440
COMPTE DE RESULTATS				
Revenus :				
Des placements	0	0	-68 832	-68 832
Des mouvements et opérations	-786 330	-263	-2 471 446	-3 258 040
Revenu des créances sur le Trésor	-391 734	0	0	-391 734
Frais :				
Frais bancaires et de tenue de compte	11 699	0	165 840	177 539
Frais d'émission de billets	134 317	0	0	134 317
Personnel	208 377	1 316	0	209 692
Frais généraux (carburants...)	2 586 583	15 271	56 465	2 658 319
Réconciliation avec le résultat	1 762 911	16 324	-2 317 973	-538 739
Résultat net				-538 739

3.6.4. Information par client clé

✓ Etat et comptes rattachés :

L'Etat et ses démembrements avec une créance nominale de 13.984 milliards de GNF et des dépôts de 2.396 milliards de GNF représentent les principaux clients de la BCRG avec 44% des dépôts et 100% des découverts au 31 décembre 2020 contre 43% des dépôts et 100% des découverts à fin 2019.

Cette clientèle contribue à hauteur de 694 milliards soit 80% des revenus de la BCRG au titre de l'exercice 2020 contre 656 milliards soit 74% des revenus de la BCRG au titre de l'exercice 2019.

4. Informations sur le compte de résultat

4.1. Produits des activités ordinaires

Description des produits des activités ordinaires

La BCRG perçoit des revenus au titre des :

- ✓ Produits d'intérêts sur le placement de ses avoirs à l'étranger
- ✓ Produits d'intérêts en rémunération de la créance qu'elle détient sur l'Etat guinéen conformément aux différentes conventions de titrisation signées avec l'Etat
- ✓ Commissions sur opérations de transfert à l'étranger principalement facturées à l'Etat et aux banques commerciales locales dans le cadre d'opérations d'approvisionnement de leurs comptes de correspondants à l'étranger
- ✓ Dividendes versés par les entités dans lesquelles la BCRG détient des participations

Reconnaissance des revenus au résultat

Les produits liés aux commissions sont comptabilisés au compte de résultat lors de la réalisation des prestations (*virements à l'étranger, commissions de change, opérations interbancaires*).

Les produits d'intérêts des placements ainsi que la contribution des institutions financières aux frais de supervision et de contrôle sont comptabilisés au compte de résultat au fur et à mesure des prestations.

Les produits d'intérêts provenant des bons du Trésor et des obligations du gouvernement de la République de Guinée sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

4.2. Coût d'émission

Les coûts d'émission correspondent au prix d'achat des billets de banque en francs guinéens émis par la BCRG sur la période.

5. Détail de l'état de la situation financière

5.1. Or et argent monétaire

5.1.1. Or monétaire

La BCRG dispose d'avoirs en or monétaire auprès de certains correspondants étrangers. Ces avoirs sont issus d'achats d'or brut extrait en Guinée lesquels ont ensuite été affinés par ses soins puis transférés auprès de dépositaires en or monétaire agréés.

Du fait du caractère désormais fongible et coté de ce stock d'or monétaire, la BCRG a choisi de présenter ces avoirs en valeur de marché (*juste valeur arrêtée sur la base du fixing de Londres*). La BCRG a choisi, par référence au Cadre Conceptuel des IFRS, de reconnaître l'écart entre le prix de revient de cet or et sa juste valeur en capitaux propres en autres éléments du résultat global lorsque cet écart est positif. Cet écart est repris dans le compte de résultats lors de la cession de l'or monétaire. Lorsque la valeur de marché est inférieure au coût d'acquisition, la perte de valeur est reclassée des capitaux propres au compte de résultats conformément à IAS 36. Les pertes de valeur initialement comptabilisées dans le compte de résultats sont reprises via le compte de résultats.

Le détail du stock d'or monétaire au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2019 est le suivant :

Avoirs en or monétaire	Quantités en onces	Cours de l'once à la clôture	Taux de change USD/GNF à la clôture	Valeur de marché à la clôture		Coût historique GNF	Ecart de réévaluation en Autres Eléments du Résultat Global GNF	Résultat des opérations de vente sur or de la période GNF
				USD	GNF			
Dépositaire								
31/12/2019								
BRI	7 105	1 523	9 401	10 820 798	101 724 424 729	62 062 450 324	39 661 974 405	
Affinor	118 008	1 523	9 401	179 725 971	1 689 572 381 285	1 672 855 934 430	16 716 446 855	1 820 505 772 324
					1 791 296 806 014	1 734 918 384 754	56 378 421 260	1 820 505 772 324
Dépositaire								
31/12/2020								
BRINKS	26 152	1 891	9 990	49 455 821	494 063 740 039	486 016 900 663	8 046 839 376	
BRI	7 105	1 891	9 990	13 436 120	134 226 860 496	62 062 450 324	72 164 410 172	
Affinor	100 951	1 891	9 990	190 908 550	1 907 176 735 434	1 812 048 027 512	95 128 707 922	
					2 535 467 335 969	2 360 127 378 499	175 339 957 470	144 110 469 293

5.1.2. Argent monétaire

La BCRG dispose d'avoirs en argent fin auprès de certains correspondants étrangers. Ces avoirs sont issus de l'affinage de l'or brut extrait en Guinée.

Du fait du caractère désormais fongible et coté de ce stock d'argent monétaire, la BCRG a choisi de présenter ces avoirs en valeur de marché (*juste valeur arrêtée sur la base du fixing de Londres*). La BCRG a choisi, par référence au Cadre Conceptuel des IFRS, de reconnaître l'écart entre le prix de revient de cet argent fin et sa juste valeur en capitaux propres en autres éléments du résultat global lorsque cet écart est positif. Cet écart est repris dans le compte de résultats lors de la cession de l'argent fin. Lorsque la valeur de marché est inférieure au coût d'acquisition, la perte de valeur est reclassée des capitaux propres au compte de résultats conformément à IAS 36. Les pertes de valeur initialement comptabilisées dans le compte de résultats sont reprises via le compte de résultats.

Le détail du stock d'argent monétaire au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2019 est le suivant :

Avoirs en argent monétaire	Quantités en onces	Cours de l'once à la clôture	Taux de change USD/GNF à la clôture	Valeur de marché à la clôture		Coût historique GNF	Ecart de réévaluation en Autres Eléments du Résultat Global GNF	Résultat des opérations de vente sur argent de la période GNF
				USD	GNF			
Dépositaire								
31/12/2019 BCRG	856	18	9 401	14 527	145 126 222	98 746 665	46 379 557	
Affinor	17 263	18	9 401	293 137	2 928 438 835	2 324 696 745	603 742 090	0
					3 073 565 057	2 423 443 410	650 121 647	
Dépositaire								
31/12/2020 BCRG	856	26	9 990	22 658	226 354 211	98 746 665	127 607 546	
Affinor	23 732	26	9 990	628 542	6 279 130 811	3 733 732 612	2 545 398 199	0
	Total à fin 2020				6 505 485 022	3 832 479 277	2 673 005 745	0

5.2. Trésorerie et dépôts en monnaies étrangères

La trésorerie et les dépôts en monnaies étrangères se composent des fonds en caisse ainsi que des dépôts à vue très liquides en monnaies étrangères auprès d'autres banques centrales ou d'institutions financières internationales.

La politique de la BCRG est de sélectionner ses contreparties afin de répondre d'une part à ses besoins de correspondants étrangers pour pouvoir exécuter des transactions dans chacune des devises nécessaires et d'autre part de diversifier le risque de contrepartie pour garantir au maximum la préservation du capital.

Risque de crédit :

La BCRG sélectionne ses contreparties sur la base des critères listés ci-avant ainsi que de critères de notation minimale.

Risque de liquidité :

La BCRG dispose principalement de comptes de correspondants non rémunérés et procède avec certaines contreparties à des placements de type dépôt à terme – Money Market au jour le jour ou à très court terme afin de disposer d'une liquidité optimale pour faire face aux besoins potentiels de transfert de la part de ses clients et garantir la liquidité des réserves de change du pays.

La BCRG gère les réserves de change en s'assurant que les avoirs disponibles excèdent les dépôts exigibles en devises, notamment en travaillant de concert avec le Trésor sur les prévisions budgétaires en devises de l'Etat à un horizon d'un an (*Préalablement à l'élaboration de chaque Loi de Finances*).

Les liquidités en devises à la clôture étaient les suivantes par devise :

Disponibilités en devises	31/12/2019	31/12/2020
En USD	7 928 854	9 023 618
En Euros	827 543	762 714
En GBP	51 874	56 505
En DTS	905 199	856 858
En JPY	962	973
En CHF	12 367	14 350
En CAD	152	715
En XAF	9 884	97
En CNY	663	11 405
En or et argent monétaire	1 794 452	2 541 973
Autres	-82	-1 128
Total des disponibilités en devises	11 531 868	13 268 080

Le risque de crédit associé à ces placements en monnaies étrangères était le suivant :

Disponibilités en devises par Rating de contrepartie	31/12/2019	31/12/2020
AAA	3 488 347	7 019 549
AA+	18 272	0
AA	1 291 888	47 327
A+	2 972 115	1 652 543
A	962	297 236
A-	172 007	34 408
BB+	0	0
BB	0	0
BB-	0	97 399
BBB-	0	791 591
B	733 500	34
B-	358 555	0
C+		0
CCC	32	0
Contrepartie non notée	184 666	228 885
Caisse BCRG	291 535	557 135
En or et argent monétaire	1 794 452	2 541 973
Autres	225 538	
Total des disponibilités en devises	11 531 868	13 268 080

La situation de liquidité sur les encours en devises à la clôture 2020 et 2019 est la suivante :

31-déc-20	Valeur comptable	Flux de trésorerie				
		A moins d'un mois	Dans les 12 mois	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Trésorerie et dépôts en monnaies étrangères	10 527 186	10 523 172	4 014	0	0	10 527 186
Autres actifs financiers en devises	2 861 780	0	0	0	2 861 780	2 861 780
Actifs financiers	13 388 966	10 523 172	4 014	0	2 861 780	13 388 966
Dépôts des banques commerciales en devises	1 535 600	1 535 600	0	0	0	1 535 600
Dépôts de l'Administration en devises	2 255 900	2 255 900	0	0	0	2 255 900
Autres passifs financiers en devises	4 825 125	0	0	4 825 125	0	4 825 125
Passifs financiers	8 616 625	3 791 500	0	4 825 125	0	8 616 625
Différence entre actifs et passifs financiers en devises par maturité	4 772 341	6 731 673	4 014	-4 825 125	2 861 780	4 772 341

31-déc-19	Valeur comptable	Flux de trésorerie				
		A moins d'un mois	Dans les 12 mois	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Trésorerie et dépôts en monnaies étrangères	11 531 870	9 551 891	1 976 859		3 120	11 531 870
Autres actifs financiers en devises	2 943 159	40			2 943 119	2 943 159
Actifs financiers	14 475 029	9 551 931	1 976 859	0	2 946 238	14 475 029
Dépôts des banques commerciales en devises	1 032 141	1 032 141	0	0	0	1 032 141
Dépôts de l'Administration en devises	131 188	131 188				131 188
Autres passifs financiers en devises	6 194 981	0	0	3 825 481	2 369 500	6 194 981
Passifs financiers	7 358 311	1 163 329	0	3 825 481	2 369 500	7 358 311
Différence entre actifs et passifs financiers en devises par maturité	7 116 718	8 388 602	1 976 859	-3 825 481	576 738	7 116 718

5.2.1 Relations avec le FMI

En milliards

Relation FMI		2019	2020
Actif	Disponibilités en DTS	905,00	856,86
	Souscription au FMI	2 709,06	2 747,37
Total des actifs liés au FMI		3 614,06	3 604,23
Passif	Contrepartie des allocations de DTS	1 332,02	1 474,31
	Dette au titre de la Facilité Élargie de	2 493,47	3 350,82
	Comptes n°1 ET n°2	2 369,50	2 407,81
Total des passifs liés au FMI		6 194,99	7 232,93

La souscription de la Guinée au capital du FMI n'a pas connu de variation entre 2019 et 2020 et se situe à DTS 214 200 000.

Les disponibilités en DTS sont des avoirs détenus essentiellement aux fins de rembourser les emprunts de la Banque Centrale auprès du FMI.

Le capital restant dû au titre de la Facilité Élargie de Crédit donnera lieu à des remboursements échelonnés jusqu'en 2033.

Le compte n°1 enregistre la quote-part de la Guinée au capital du FMI versée en francs guinéens. Le compte n°2 est un compte ordinaire destiné à assurer le fonctionnement des services du FMI en Guinée.

5.3. Investissements en devises – Titres de participation

Conformément à la norme IFRS 9, les titres de participation doivent être évalués à la juste valeur par le biais du résultat. Toutefois, si le titre de participation n'est pas détenu à des fins de transaction, une entité a la possibilité de choisir de constater les variations de juste valeur parmi les autres éléments du résultat global, sans transfert de la variation de la juste valeur en résultat si le placement est ensuite cédé.

Comme les titres de participation de la BCRG sont actuellement détenus à des fins stratégiques plutôt que de transaction, la BCRG a opté pour la désignation de l'ensemble de ses participations à la juste valeur par les autres éléments du résultat global.

Le détail du portefeuille de titres détenu par la BCRG à fin 2020 et 2019 était le suivant :

Titres de participation	% de détention	31/12/2019				Impact total OCI	31/12/2020				Impact total OCI
		Prix de revient		Juste valeur			Prix de revient		Juste valeur		
		USD	GNF	USD	GNF		USD	GNF	USD	GNF	
Afeximbank	0,58%	\$5 785 711	96 017 307 750 GNF	\$16 248 102	152 745 558 924	56 728 251 174	\$6 152 163	61 460 118 829 GNF	\$18 855 015	188 361 633 902	126 901 515 073
AfricaRe	0,19%	\$763 960	7 181 854 191 GNF	\$1 839 993	17 297 452 010	10 115 597 819	\$763 960	7 631 961 699 GNF	\$1 839 993	18 381 533 197	10 749 571 498
Société Monétique de Guinée	65,00%		13 000 000 000 GNF		5 658 342 667	-7 341 657 333		13 000 000 000 GNF		5 062 092 188	-7 947 907 812
BNIG	25,00%		25 000 000 000 GNF		25 000 000 000	0		25 000 000 000 GNF		22 863 589 500	-2 136 410 500
Total des titres de participation			141 199 161 941 GNF		200 701 353 600 GNF	59 502 191 659		107 092 080 528 GNF		234 658 848 787 GNF	127 566 768 259

5.4. Stocks de billets non émis

Le stock de billets en GNF acquis auprès des imprimeurs étrangers et conservés dans les caveaux de la BCRG avant émission est maintenu au prix de revient selon la méthode FIFO conformément à IAS2.

Le stock de billets non émis était le suivant à fin 2020 et 2019 :

<i>Billets</i>	<i>Quantité</i>	<i>Prix unitaire en GNF</i>	<i>Prix de revient en millions de GNF</i>
20 000	51 200 000	448	22 935
10 000	14 200 000	451	6 399
5 000	20 500 000	324	6 636
2 000	42 600 000	317	13 506
1 000	71 000 000	337	23 929
500	65 850 000	264	17 389
100	33 960 000	245	8 306
Valeur du stock au 31 décembre 2019			99 098
20 000	11 350 000	504	5 716
10 000	3 650 000	432	1 576
5 000	22 200 000	366	8 119
2 000	54 750 000	372	20 377
1 000	42 700 000	328	13 990
500	39 850 000	267	10 644
100	33 960 000	245	8 306
Valeur du stock au 31 décembre 2020			68 727

5.5. Stocks d'or

Le stock d'or brut acquis auprès d'orpailleurs en Guinée et non encore affiné est comptabilisé, conformément à la norme IAS 2, au coût d'acquisition.

Le stock d'or brut était le suivant à fin 2020 et 2019 :

<i>Site</i>	<i>Qualité du produit</i>	<i>Quantité (en grammes)</i>		<i>Prix d'acquisition (en millions GNF)</i>	
		<i>2019</i>	<i>2020</i>	<i>2019</i>	<i>2020</i>
Kankan	Or brut - pépites, poudre ou lingots - 22 carats	5	5	0	0
	Or brut - pépites, poudre ou lingotins - 22 carats	10 170	10 170	1 378	1 378
Siège	Lingots d'or brut - 22 carats	0	0	0	0
	Lingots d'or affiné - 24 carats	0	0	0	0
	Total	10 175	10 175	1 378	1 378

5.6. Prêts au personnel

Prêts au personnel – Prêts à la consommation

La BCRG octroie à son personnel des prêts à la consommation, sans intérêts, pour une durée d'un à cinq ans. Ces prêts sont évalués à la juste valeur à chaque clôture.

Le montant des encours restants dus et leur juste valeur correspondante était le suivant à chacune des deux dernières clôtures :

<i>Prêts au personnel</i>	<i>31/12/2019</i>	<i>Nouveaux prêts</i>	<i>Remboursements et annulation</i>	<i>31/12/2020</i>
Montant restant dû	69 725	1 847	-2 778	68 794
Provisions pour dépréciation	-5 890			-68 794
Juste valeur à la clôture	63 835			0

5.7. Prêts & créances sur le Trésor

Les créances détenues par la BCRG sur le Trésor sont initialement comptabilisées à la juste valeur à la date de décaissement.

Risque de crédit :

Le principal risque de contrepartie sur le plan domestique est lié à la créance en GNF sur l'Etat, laquelle ne présente pas de risque de non-paiement compte tenu de la garantie souveraine attachée à cet encours et de la relation spécifique entre l'Etat guinéen et la BCRG.

Risque de liquidité :

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers qui sont à régler par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier. Les passifs sans échéance fixe comprennent les billets de banque en Francs Guinéens en circulation et les dépôts du gouvernement de la République de Guinée. L'expérience démontre que les billets de banque en Francs guinéens en circulation représentent une source de financement stable à long terme pour la BCRG. Les dépôts du gouvernement de la République de Guinée comprennent les dépôts détenus par la BCRG en sa qualité d'agent financier du gouvernement de la République de Guinée. Dans l'éventualité d'un rachat imprévu de billets de banque en Francs guinéens ou du retrait d'une somme importante sur le dépôt du gouvernement de la République de Guinée, la BCRG est en mesure d'éteindre l'obligation à l'aide de plusieurs outils.

Du fait de son statut de banque centrale, la BCRG est la source ultime de liquidités pour le système financier guinéen et possède le pouvoir et les capacités opérationnelles de créer en tout temps une quantité illimitée de liquidités en Francs guinéens. En temps normal elle exerce toutefois ce pouvoir dans le cadre de l'engagement qu'elle a pris de maintenir l'inflation à un niveau bas, stable et prévisible.

La BCRG est en fait uniquement exposée au risque de liquidité en ce qui concerne ses engagements en devises.

Créance sur l'Etat	31-déc.-19	31-déc.-20
Titres d'Etat échéance 2052 - 3,476%	3 454 015 498 526	3 530 373 957 125
Principal restant dû	5 642 000 000 000	5 642 000 000 000
Taux contractuel	3,476%	3,476%
Ajustement de juste valeur première application IFRS base TIE 8%	- 2 492 861 685 534	- 2 492 861 685 534
Valeur nette comptable au coût amorti	3 454 015 498 526	3 530 373 957 125
Intérêts perçus sur l'exercice	196 115 920 000	196 115 920 000
Titres d'Etat échéance 2052 - 0%	187 101 554 809	202 069 679 194
Principal restant dû	616 000 000 000	616 000 000 000
Taux contractuel	0%	0%
Ajustement de juste valeur première application IFRS base TIE 8%	- 488 661 825 658	- 488 661 825 658
Valeur nette comptable au coût amorti	187 101 554 809	202 069 679 194
Titres d'Etat échéance 2046 - 8%	3 725 885 371 834	4 023 956 201 580
Principal restant dû	3 449 893 862 809	3 725 885 371 834
Intérêts capitalisés	275 991 509 025	298 070 829 747
Taux contractuel	8%	8%
Valeur nette comptable au coût amorti	3 725 885 371 834	4 023 956 201 580
Comptes ordinaires ou avances à taux variable au taux de marché	1 921 935 000 000	3 701 559 732 752
Valeur nette comptable au coût amorti	1 921 935 000 000	3 701 559 732 752
Total de la créance sur l'Etat	9 288 937 425 170	11 457 959 570 651

Montants en GNF

Risque de crédit

La Banque attribue une note de risque de crédit à chaque exposition en fonction de diverses données jugées prédictives du risque de défaillance et de l'application de jugements de crédit éprouvés. Les niveaux de risque de crédit sont définis à l'aide de facteurs qualitatifs et quantitatifs indicatifs du risque de défaut. Ces facteurs varient en fonction de la nature de l'exposition et du type d'emprunteur.

Un niveau de risque de crédit est affecté à chaque exposition lors de la comptabilisation initiale en fonction des informations disponibles sur l'emprunteur. Les expositions font l'objet d'une surveillance continue, ce qui peut entraîner le transfert d'une exposition vers une note de risque de crédit différente.

Définition du Défaut

Le défaut est défini dans le but de déterminer les pertes de crédit attendues. Cette définition prend en compte des indicateurs que le débiteur soit peu susceptible de s'acquitter de sa dette, et que la dette soit échue depuis plus de 90 jours pour les contreparties non souveraines et 180 jours pour les contreparties souveraines.

Évaluation et comptabilisation des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont calculées en multipliant trois composantes principales, à savoir la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut et l'exposition au défaut, actualisées au taux d'intérêt effectif.

Ces paramètres proviennent généralement de modèles statistiques développés en interne et d'autres données historiques. Ils sont ajustés pour refléter les informations prospectives décrites ci-dessus.

Les estimations de probabilité de défaut sont des estimations à une certaine date, calculées à l'aide de modèles de notation statistiques et évaluées à l'aide d'outils de notation adaptés aux différentes catégories de contreparties et d'expositions. Ces modèles statistiques sont basés sur des données compilées en interne comprenant à la fois des facteurs quantitatifs et qualitatifs.

Lorsqu'elles sont disponibles, les données de marché peuvent également être utilisées pour calculer la probabilité de défaut pour les contreparties importantes. Si une contrepartie ou une exposition migre entre des classes de notation, cela entraînera une modification de l'estimation de la probabilité de défaut associée. Les probabilités de défaut sont estimées en tenant compte des échéances contractuelles des expositions et des taux de remboursement

anticipés estimés.

La perte en cas de défaut est l'ampleur de la perte probable en cas de défaut. La Banque évalue les paramètres de la perte en cas de défaut sur la base de l'historique des taux de recouvrement des créances sur les contreparties défaillantes. L'évaluation de la perte en cas de défaut prend en compte les garanties, l'ancienneté de la créance et les coûts de recouvrement de toute garantie faisant partie intégrante de l'actif financier. Les estimations de perte en cas de défaut sont calculées sur la base des flux de trésorerie actualisés en utilisant le taux d'intérêt effectif comme facteur d'actualisation.

L'exposition au défaut représente l'exposition attendue en cas de défaut. La Banque obtient l'exposition au défaut à partir de l'exposition actuelle envers la contrepartie, et des modifications éventuelles du montant actuel autorisées en vertu du contrat, y compris l'amortissement. L'exposition au défaut d'un actif financier est sa valeur comptable brute.

Évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit

Pour déterminer si le risque de défaillance a considérablement augmenté depuis la comptabilisation initiale, la Banque prend en compte les informations et analyses quantitatives et qualitatives sur la base de son expérience passée et de son évaluation du risque de crédit, y compris des informations prospectives disponibles sans coût ni effort excessif.

Malgré ce qui précède, la Banque suppose que le risque de crédit lié à un instrument financier n'a pas sensiblement augmenté depuis la comptabilisation initiale si l'instrument financier est considéré comme présentant un risque de crédit faible à la date de clôture. La Banque considère qu'un actif financier présente un risque de crédit faible lorsqu'il a une note de crédit interne ou externe dans sa « catégorie d'investissement », au sens de la définition généralement admise.

Calcul des pertes de crédit attendues

La Banque calcule les pertes de crédit attendues sur la base de trois scénarios pondérés. Les trois scénarios sont les suivants : scénario de base, scénario optimiste et scénario pessimiste. Chacun de ces scénarios est associé à différents paramètres de Probabilité de Défaut (PD), Exposition en cas de Défaut (EAD) et Perte en cas de Défaut (LGD).

À des fins comptables, les probabilités de défaut sur 12 mois ou sur la durée de vie, représentent respectivement la probabilité attendue d'un défaut de paiement au cours des 12 prochains mois et de la durée de vie résiduelle de l'instrument financier, en fonction des conditions existant à la date de clôture et des perspectives économiques futures, qui sont des conditions qui affectent le risque de crédit. La LGD (perte en cas de défaut) représente la perte attendue conditionnée par le défaut, en tenant compte de l'effet atténuant de la garantie, de sa valeur prévue lorsqu'elle est réalisée et de la valeur temporelle de l'argent. L'EAD (Exposition en cas de défaut) représente l'exposition attendue en cas de défaut, en tenant compte du remboursement du principal et des intérêts à compter de la date de clôture du bilan jusqu'à l'événement du défaut, ainsi que de tout tirage attendu d'une facilité de crédit. La perte de crédit attendue (ECL) sur 12 mois est égale à la somme actualisée sur les 12 prochains mois de la PD mensuelle multipliée par la LGD et l'EAD. La durée de vie utile de la perte de crédit attendue est calculée en utilisant la somme actualisée de la PD mensuelle sur toute la durée de vie restante multipliée par la LGD et l'EAD.

La perte de crédit attendue

La norme IFRS 9 exige la comptabilisation des pertes de crédit attendues sur 12 mois (*la portion de pertes de crédit attendues sur la durée de vie attendue dans les 12 mois suivant la date de clôture*) si le risque de crédit n'a pas augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale (catégorie 1), et une comptabilisation de pertes de crédit attendues sur la durée de vie pour les instruments financiers pour lesquels le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale (catégorie 2) ou qui ont subi une dépréciation de crédit (catégorie 3).

Dépréciation des instruments financiers par catégorie

Les tableaux ci-après présentent la ventilation des provisions pour dépréciation et le classement des actifs par catégorie au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2019 :

- Catégorie 1 : Les dépréciations d'actifs sont calculées sur la base d'une perte attendue sur 12 mois.
- Catégorie 2 : Ces actifs ont connu une augmentation significative du risque de crédit mais ne sont pas en défaut et sont largement performants.
- Catégorie 3 : Ces actifs sont en défaut, la dépréciation est calculée sur la base de la perte attendue.

L'analyse des variations des provisions pour pertes de crédit attendues par rapport aux actifs financiers de la banque comptabilisés au coût amorti se présente comme suit :

Créances au 31 décembre 2019 en GNF	Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3
Créances souveraines - Etat	9 288 937 425 170	-	-
Encours à l'ouverture	7 855 354 265 235		
Variations de l'exercice	1 433 583 159 935		
Transfert de la catégorie 1 à la catégorie 2	-		
Transfert de la catégorie 1 à la catégorie 3	-		
Transfert de la catégorie 2 à la catégorie 3	-		
Encours à la clôture	9 288 937 425 170		
Dépréciation IFRS 9 à l'ouverture	-		
Dotations / Reprise aux provisions de l'exercice	-		
Dépréciation IFRS 9 à la clôture	-		
Créances non souveraines			185 607 608 233
Principal à l'ouverture			203 526 271 521
Variations de l'exercice			- 17 918 663 288
Transfert de la catégorie 1 à la catégorie 2			
Transfert de la catégorie 1 à la catégorie 3			-
Transfert de la catégorie 2 à la catégorie 3			-
Principal à la clôture			185 607 608 233
Dépréciation IFRS 9 à l'ouverture			-
Dotations / Reprise aux provisions de l'exercice			180 960 218 459
Dépréciation IFRS 9 à la clôture			-

Créances au 31 décembre 2020 en GNF	Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3
Créances souveraines - Etat	11 457 959 570 651	-	-
<i>Encours à l'ouverture</i>	9 288 937 425 170		
<i>Variations de l'exercice</i>	2 169 022 145 481		
<i>Transfert de la catégorie 1 à la catégorie 2</i>	-		
<i>Transfert de la catégorie 1 à la catégorie 3</i>	-		
<i>Transfert de la catégorie 2 à la catégorie 3</i>	-		
<i>Encours à la clôture</i>	11 457 959 570 651		
<i>Dépréciation IFRS 9 à l'ouverture</i>	-		
<i>Dotation / Reprise aux provisions de l'exercice</i>	-		
<i>Dépréciation IFRS 9 à la clôture</i>	-		
Créances non souveraines			185 607 608 233
<i>Principal à l'ouverture</i>			185 607 608 233
<i>Variations de l'exercice</i>			- 185 607 608 233
<i>Transfert de la catégorie 1 à la catégorie 2</i>			-
<i>Transfert de la catégorie 1 à la catégorie 3</i>			-
<i>Transfert de la catégorie 2 à la catégorie 3</i>			-
<i>Principal à la clôture</i>			-
<i>Dépréciation IFRS 9 à l'ouverture</i>			-
<i>Dotation / Reprise aux provisions de l'exercice</i>			-
<i>Dépréciation IFRS 9 à la clôture</i>			-

5.8. Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont initialement comptabilisées à leur coût d'acquisition, diminuées des amortissements et des dépréciations cumulés. Le montant amortissable des immobilisations corporelles comprend le coût d'acquisition de leurs composants diminué de leur valeur résiduelle, qui correspond au prix de cession estimé des actifs au terme de leur durée d'utilité.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée d'utilité estimée. Les frais d'entretien et de réparation sont comptabilisés en résultat à mesure qu'ils sont engagés.

Les principaux taux d'amortissement utilisés sont les suivants :

Type d'immobilisation	Répartition par composant	Période (en années)
Progiciels		15
Immeubles – gros œuvre	50%	40
Immeubles – façades, étanchéité, couverture, menuiserie	10%	7 – 12
Ascenseurs et monte-charges	15%	20
Installations générales et techniques	15%	7
Agencements	10%	5
Matériels d'exploitation		10
Autres matériels		4 – 5

Immobilisations	31-déc-19 01-janv-20	Acquisitions	Cessions	31-déc-20
Licences	8 890	2 698		11 588
Logiciels	8 620			14 278
Progiciels	3 793			3 793
Immobilisations Incorporelles	21 303	8 356		29 660
Terrains	7 956	0		7 956
Constructions - Gros œuvre	33 106	1 919		35 025
Façades, étanchéité, couverture toit terrasse et menuiseries extérieures	3 065		31	3 033
Façades, étanchéité, couverture toit incliné et menuiseries extérieures	7 807	404		8 210
Ascenseurs et monte charges	14 132	558		14 690
IGT dont : chauffage-climatisation ascenseurs, monte charge (etc) électricité cablage transmission-communication plomberie autres équipements	16 357	2 211		18 568
Agencements dont : agencements intérieure et décoration (cloisons, carrelage)	44 815	3 319		48 134
Matériels d'exploitation	103 632	24 988		128 620
Matériels d'habitation	1 114	165		1 279
Matériels de Communication et de sécurité	20 312	3 106		23 418
Matériels électriques et accessoires	39 655	3 500		43 156
Matériels informatiques et accessoires	32 113	4 100		36 213
Matériels de Transport	49 722	13 723		63 446
Mobilier de Bureau	20 970	476		21 446
Mobilier d'habitation	1 348	1 479		2 828
Autres matériels	81 391	7 002		88 394
Immobilisations en cours	188 106	82 536		270 642
Immo en cours directement saisies dans GL	22 115	29 576		51 691
Avance immobilisée 2020				64 274
Immobilisations Corporelles	687 716	179 063	31	931 022
Valeurs brutes des immobilisations	709 019	187 420	31	960 682
Amortissement des immobilisations incorporelles	15 424	1 748		17 172
Amort. Constructions - Gros œuvre	4 364	561		4 925
Amort. Façades, étanchéité, couverture toit terrasse et menuiseries extérieures	2 388	146		2 534
Amort. Façades, étanchéité, couverture toit incliné et menuiseries extérieures	2 033	656		2 689
Amort. Ascenseurs et monte charges	5 769	646		6 415
Amort. IGT dont : chauffage-climatisation ascenseurs, monte charge (etc) électricité cablage transmission-communication plomberie autres équipements	7 772	1 960		9 731
Amort. Agencements dont : agencements intérieure et décoration (cloisons, carrelage)	37 261	3 136		40 397
Amort. Matériels d'exploitation	48 856	8 548		57 404
Amort. Matériels d'habitation	693	92		785
Amort. Matériels de Communication et de sécurité	7 041	2 033		9 074
Amort. Matériels électriques et accessoires	17 675	3 535		21 210
Amort. Matériels informatiques et accessoires	25 273	2 991		28 264
Amort. Matériels de transport	38 098	5 090		43 188
Amort. Mobilier de Bureau	13 658	1 836		15 494
Amort. Mobilier d'habitation	817	763		1 580
Amort. Autres matériels	48 044	5 917		53 960
Amortissements directement saisi dans GL	4 211	-1 292		2 919
Provision sur immo financière & corporelle/ reclassement prov Bilan IFRS et dépôt et caution	7 264			6 380
Total des amortissements	286 641	38 367	0	324 124
Valeur nette comptable des immobilisations	422 378	149 053	31	636 558

5.9. Base monétaire

Conformément à la Loi, la BCRG est seule habilitée à émettre des billets de banque en Guinée. Les billets de banque en circulation (*émis*) constituent des passifs ne portant pas intérêt et sont payables à vue. Ils sont présentés en dettes pour leur valeur faciale à compter de leur émission et jusqu'à leur destruction par la BCRG.

5.10. Engagements post emploi

Régime de pension de retraite à cotisations définies

S'agissant des régimes à cotisations définies, la BCRG verse des cotisations, calculées sur la base des salaires, à un fonds de retraite géré de manière autonome et n'est soumis à aucune

obligation quant au niveau des prestations versées aux bénéficiaires. Les charges sont comptabilisées lorsque les cotisations deviennent exigibles. Le système de caisse de retraite mis en œuvre par la BCRG est un système de cotisations définies.

Régime de primes de départ à la retraite à prestations définies

Les engagements de retraite au titre des régimes à prestations définies sont comptabilisés à la valeur actuelle des obligations découlant de ces régimes à la date de clôture. L'engagement de la BCRG au titre des régimes de retraite à prestations définies est calculé tous les ans sur la base d'un taux d'actualisation déterminé à partir des données de marché au 31 décembre.

L'engagement dépend des conditions de départ à la retraite prévues par les statuts du personnel de la BCRG et de l'ancienneté des salariés, dans la mesure où il est déterminé en fonction de leur date éventuelle de départ à la retraite. Cet engagement tient compte de la probabilité que le salarié quitte la BCRG après avoir acquis le droit à une retraite à taux plein. L'ensemble de ces coûts, y compris les cotisations sociales, sont cumulés et systématiquement comptabilisés en résultat aussi longtemps que le salarié figure dans l'effectif. La provision pour indemnités de départ à la retraite concerne, en vertu des conventions collectives, les indemnités spécifiques au régime guinéen. Elle est estimée sur une base actuarielle selon la méthode des unités de crédit projetées (*méthode de répartition des prestations constituées au prorata des années de service*) conformément à la norme IAS 19, « *Avantages du personnel* ».

Les écarts actuariels découlant des ajustements liés à l'expérience et aux changements d'hypothèses actuarielles sont comptabilisés dans les « Autres éléments du résultat global » et ne sont pas recyclables en résultat.

Les coûts des services passés sont comptabilisés immédiatement en résultat, à moins que les modifications apportées au régime de retraite ne soient subordonnées au maintien en service des membres du personnel pendant une durée déterminée (*la période d'acquisition des droits*). Dans ce cas, les coûts des services passés sont amortis selon la méthode linéaire sur la période d'acquisition des droits.

Régime de pension de retraite à cotisations définies :

Une caisse de retraite complémentaire a été créée en octobre 2013. Après une contribution exceptionnelle de GNF 5 milliards par la BCRG suite à la décision du Conseil d'Administration du 28 juin 2013, cette caisse est désormais alimentée de la façon suivante :

- 20% de cotisation patronale,
- 10% de part ouvrière.

Au cours de l'exercice 2020, la Banque Centrale a payé à titre de pensions GNF 4 297 398 870 contre GNF 3 035 161 928 en 2019. Les opérations exécutées dans le cadre de cette caisse sont récapitulées dans les tableaux ci-dessous :

BILAN DE LA CAISSE DE RETRAITE COMPLEMENTAIRE									
Actif					Passif				
	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017		31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
Trésorerie disponible à l'Agence Principale	1 287 193 723	26 347 095 115	5 862 354 859	70 383 689 447	Capitaux propres fin de période	25 278 625 370	24 677 253 186	16 929 433 923	15 607 090 997
Souscription BDT	138 806 956 071	89 812 112 306	81 524 521 518		Réserves	117 708 043 200	93 071 585 871	76 142 151 948	60 535 060 951
Cotisations prélevées non versées	2 976 301 068	1 567 679 631	5 718 559 558	5 767 807 179	Subventions reçues				
Décaissement à justifier		21 952 005			Dette sur pension à régulariser	457 312 790		33 850 064	9 344 678
Rachat des cotisations	373 530 498								
TOTAL ACTIF	143 443 981 360	117 748 839 057	93 105 435 935	76 151 496 626	TOTAL PASSIF	143 443 981 360	117 748 839 057	93 105 435 935	76 151 496 626

En GNF

COMPTE DE RESULTAT DE LA CAISSE DE RETRAITE COMPLEMENTAIRE									
Charges					Produits				
	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017		31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017
Pensions payées	4 297 398 870	3 035 161 928	2 240 211 246	1 415 472 214	Cotisation totale	18 864 145 279	19 545 040 307	19 382 149 078	17 391 704 838
Impôt sur pensions payées	159 485 256	101 553 220	73 242 582	41 870 115	Subventions reçus				
Pensions personnel décédé	0	247 881 294	139 261 327	327 271 512	Intérêts précomptés sur BDT reçu	11 278 726 457	8 475 478 482		
Primes gestionnaires					Intérêts précomptés sur BDT à recevoir				
Régul/DAR sur avance sur pension	0				Autres produits	27 736 080	41 330 839		
Pensions remboursées	435 098 320								
Résultat excédent	25 278 625 370	24 677 253 186	16 929 433 923	15 607 090 997	Résultat : Déficit				
Charges d'exploitation	30 170 607 816	28 061 849 628	19 382 149 078	17 391 704 838	Produit d'exploitation	30 170 607 816	28 061 849 628	19 382 149 078	17 391 704 838

En GNF

Régime de primes de départ à la retraite à prestations définies :

La provision pour indemnités de départ à la retraite tient compte des éléments suivants :

- les droits acquis par chaque salarié à la clôture de chaque exercice. Le taux de revalorisation annuel des salaires est estimé à 12 %,
- la probabilité pour chaque salarié qu'il soit encore employé par la BCRG à la date du départ à la retraite (*après avoir acquis le droit à une retraite à taux plein*),
- la résiliation du contrat de travail par le salarié,

- un taux de turnover de 0,2% annuel,
- un taux de mortalité de 0,4 % annuel,
- un taux d'inflation de 12 % et un taux d'actualisation de 8 %

<i>Dette actuarielle</i>	<i>31/12/2019</i>	<i>31/12/2020</i>
Dette actuarielle à l'ouverture	58 010 983 802	113 760 900 421
Coût des services rendus au cours de l'exercice	6 659 396 724	6 444 038 631
Coût financier estimé	4 640 878 704	9 100 872 034
Versements d'indemnités au titre de la période	-4 863 392 520	-5 475 779 127
Perte(+) / Gain(-) actuariel	49 313 033 711	-14 295 799 519
Dette actuarielle à la clôture	113 760 900 421	109 534 232 439
Autres éléments du résultat global	49 313 033 711	-14 295 799 519
Dette actuarielle	113 760 900 421	109 534 232 439
Passif inscrit à l'état de situation financière	113 760 900 421	109 534 232 439
Coût des services rendus au cours de l'exercice	6 659 396 724	6 444 038 631
Frais financiers nets	4 640 878 704	9 100 872 034
Coût net de l'exercice	11 300 275 428	15 544 910 665
Montant déjà comptabilisé en charges de la période	4 863 392 520	5 475 779 127
Complément de charges IFRS	6 436 882 908	10 069 131 538

En GNF

La sensibilité de l'engagement aux principales hypothèses de calcul est illustrée ci-dessous :

Sensibilité indemnités de départ à la retraite	31-déc.-19	31-déc.-20
Effet d'une augmentation de 1 point de pourcentage	-8 498	-11 129
Effet d'une diminution de 1 point de pourcentage	10 031	13 239
Taux d'actualisation		
Effet d'une augmentation de 1 point de pourcentage	9 746	12 603
Effet d'une diminution de 1 point de pourcentage	-8 433	-10 853
Taux de croissance de la rémunération		
Effet d'une augmentation de 0,25 point de pourcentage	-2 448	-3 215
Effet d'une diminution de 0,25 point de pourcentage	2 548	3 353
Taux de mortalité		

5.11. Capitaux propres

La BCRG gère son capital en conformité avec *les statuts de Banque Centrale de la République de Guinée*. A la date de clôture, la BCRG n'était soumise à aucune autre exigence en matière de capital imposée de l'extérieur.

Capital social

La BCRG a un capital autorisé de 3.157.727.934.507 francs guinéens au 31 décembre 2020. Aucun nombre d'actions n'a été défini dans la mesure où l'Etat guinéen est le seul actionnaire.

Réserves

Elles sont constituées des réserves légales et spéciales.

Autres réserves

Les autres réserves sont composées du résultat des exercices antérieurs, de la réserve de réévaluation et du Fonds social.

5.12. Juste valeur des actifs et passifs financiers

Évaluation à la juste valeur

Selon IFRS 13, « *Évaluation à la juste valeur* », la juste valeur (ou la valeur de marché) est le prix qui serait obtenu sur la vente d'un actif ou payé sur le transfert d'un engagement dans le cadre d'une transaction régulière entre des participants du marché.

La juste valeur d'un actif ou d'un passif est calculée en partant des hypothèses qui seraient utilisées par les participants du marché pour valoriser cet actif ou ce passif, en supposant qu'ils agissent au mieux de leurs intérêts économiques.

L'évaluation à la juste valeur d'un actif non financier tient compte de la capacité d'un participant du marché à obtenir les avantages économiques de cet actif s'il l'utilisait de façon optimale ou le vendait à un autre participant du marché qui l'utiliserait de façon optimale.

La BCRG a recours à des techniques de valorisation appropriées aux circonstances et pour lesquelles des données suffisantes sont disponibles pour évaluer la juste valeur, en maximisant l'utilisation des données observables pertinentes et en limitant l'utilisation des données non observables.

L'ensemble des actifs et passifs pour lesquels la juste valeur est mesurée ou publiée dans les états financiers sont classés dans la hiérarchie des justes valeurs (voir ci-après) en fonction de la donnée du plus bas niveau qui est significative pour la juste valeur prise dans son ensemble :

- Niveau 1 – cours (*non ajustés*) atteints par des actifs ou passifs identiques sur des marchés actifs,
- Niveau 2 – techniques de valorisation pour lesquelles la donnée du plus bas niveau qui est significative pour la juste valeur est directement ou indirectement observable,
- Niveau 3 – techniques de valorisation pour lesquelles la donnée du plus bas niveau qui est significative pour la juste valeur n'est pas observable.

Bilan à la juste valeur	Catégorie IFRS 9	31-déc.-19			31-déc.-20		
		Hiérarchie des justes valeurs	Valeur nette comptable	Juste valeur	Hiérarchie des justes	Valeur nette comptable	Juste valeur
Niveau 1							
Avoirs en devises							
Matières précieuses	Juste Valeur	1	1 794 370	1 794 370	1	2 541 973	2 541 973
Liquidités sur comptes de correspondants	Juste Valeur	1	8 355 158	8 355 158	1	9 293 874	9 293 874
Avoirs en DTS	Juste Valeur	1	905 199	905 199	1	856 858	856 858
Caisses en devises	Juste Valeur	1	291 534	291 534	1	557 136	557 136
Dettes en devises							
Dettes en DTS	Juste Valeur	1	6 194 981	6 194 981	1	7 232 933	7 232 933
Dépôts des banques commerciales en devises	Juste Valeur	1	1 032 141	1 032 141	1	1 535 600	1 535 600
Niveau 2							
Avoirs en devises							
Titres de participation	JV par OCI	2	200 701	200 701	2	279 973	279 973
Prêts au personnel	Juste valeur / Coût amorti	1	63 835	63 835	1	0	0
Niveau 3							
Prêts domestiques en GNF							
Créance sur le Trésor	Juste valeur / Coût amorti	3	9 288 937	9 288 937	3	11 457 960	11 457 960

Au cours de l'exercice 2020, ni en 2019, aucun montant n'a été transféré entre les niveaux.

La créance détenue par la BCRG sur l'État Guinéen est comptabilisée au coût amorti. La juste valeur de la créance « initiale » (*avant émission des nouveaux titres réalisée en 2018 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2017 – nouveaux titres émis à un taux de marché*) a été déterminée au 1^{er} janvier 2015 (*date de première application des normes IFRS*) selon la méthode du taux d'intérêt effectif par référence aux données issues du marché des Bons du Trésor guinéen.

Les données disponibles à la clôture sont à échéance de six mois et ne permettent pas une comparaison directe avec la créance détenue par la BCRG à plus long terme. Toutefois, ces données ont servi de base à une extrapolation sur les échéances contractuelles pour le calcul de la juste valeur de la créance détenue par la BCRG.

Dépréciation d'actifs financiers

Dans le cas des actifs financiers qui ne sont pas classés à la juste valeur par le biais du résultat net, la BCRG détermine à la fin de chaque période de présentation de l'information financière s'il existe des indications objectives d'une perte de valeur. S'il y a perte de valeur, les actifs financiers comptabilisés au coût amorti sont réévalués à la valeur recouvrable nette, et le montant de la perte de valeur est comptabilisé en résultat net. Les pertes non réalisées sur les actifs financiers disponibles à la vente, dépréciés sont comptabilisées en résultat net au moment de la dépréciation.

Dépréciation d'actifs non financiers

Les actifs non financiers, y compris les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles, sont soumis à un test de dépréciation chaque année et dès lors que des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable.

5.13. Instruments financiers et gestion des risques

Organisation de la gestion du risque de change, du risque de taux d'intérêt

La BCRG n'utilise pas à ce stade d'instruments financiers pour couvrir les risques résultant de ses activités et protéger ses actifs, mais procède comme indiqué au paragraphe ci-dessous à des arbitrages de positions de change (achat/vente de devises).

La gestion du risque de change, du risque de taux d'intérêt ainsi que des instruments financiers est centralisée.

La BCRG a mis en œuvre une politique stricte, ainsi que des règles rigoureuses pour gérer, évaluer et surveiller ces risques de marché.

5.13.1. Risque de change

La BCRG est exposée au risque de change sur ses avoirs en devises, au titre des investissements en titres de participation exprimés en devises ainsi que compte tenu des emprunts en devises (FMI) ou dépôts des banques commerciales en devises.

Afin de gérer son risque de change, la BCRG a mis en place une couverture dont l'objectif est de ramener sa position nette en DTS à zéro et de limiter sa position de change à un risque sur le Dollar américain.

Pour ce faire, la BCRG met en œuvre une stratégie mensuelle de réaligement de ses positions nettes dans chacune de ses devises.

La BCRG est donc exposée principalement aux évolutions du dollar US, dans la mesure où une partie importante de ses réserves de changes, après politique de couverture, est libellée dans cette devise, et que la devise de reporting comptable est le Franc Guinéen.

Toutefois, la BCRG dispose d'outils de gestion de la politique monétaire dont l'objectif est d'assurer la stabilité du taux de change du Franc guinéen notamment vis-à-vis du dollar américain. Par ailleurs, pour les autres devises, la politique de la BCRG est de convertir tous les excédents non nécessaires à la neutralisation de la position en DTS ou aux besoins de liquidité à un mois, dans la devise suivie par la politique monétaire (*USD*) à la fin de chaque mois, afin de réduire au maximum la sensibilité de la BCRG à ces autres expositions.

Sensibilité au risque de change

Aux 31 décembre 2020 et 2019, la sensibilité du bilan de la BCRG enregistre une variation de 10% dans chacune de ses devises par rapport au Franc guinéen. L'incidence sur le résultat de la BCRG est la suivante :

Position en devises	31/12/2019 en millions de GNF			Impact d'une variation de 10 % de l'USD / GNF		Impact d'une variation de 10 % de l'EUR / GNF	
	Actif	Passif	Solde net	Hausse	Baisse	Hausse	Baisse
En USD	6 195 650	2 019 021	4 176 629	417 663	-417 663		
En Euros	581 471	1 419 934	-838 463			-83 846	83 846
En GBP	51 873	0	51 873				
En DTS	3 690 742	6 263 404	-2 572 661	-149 863	149 863	-99 487	99 487
En CHF	12 367	0	12 367				
En JPY	15 019	0	15 019				
Total des positions	10 547 122	9 702 358	844 763	267 800	-267 800	-183 334	183 334

1 DTS = 0,58252 USD + 0,38671 EUR + 1,0174 CNY + 11,9 JPY + 0,085946 GBP

Source imf.org - Fixed number of unit of currency for a 5 years period starting October 1st 2016

Position en devises	31/12/2020 en millions de GNF			Impact d'une variation de 10 % de l'USD / GNF		Impact d'une variation de 10 % de l'EUR / GNF	
	Actif	Passif	Solde net	Hausse	Baisse	Hausse	Baisse
En USD	9 119 160	2 426 823	6 692 337	669 234	-669 234		
En Euros	312 347	1 693 826	-1 381 479			-138 148	138 148
En GBP	56 506	0	56 506				
En DTS	3 938 829	6 765 678	-2 826 849	-164 670	164 670	-109 317	109 317
En CHF	14 350	0	14 350				
En JPY	973	0	973				
Total des positions	13 442 164	10 886 327	2 555 837	504 564	-504 564	-247 465	247 465
1 DTS = 0,58252 USD + 0,38671 EUR + 1,0174 CNY + 11,9 JPY + 0,085946 GBP							
<i>Source imf.org - Fixed number of unit of currency for a 5 years period starting October 1st 2016</i>							

5.13.2. Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché :

- ✓ La BCRG ne dispose pas d'encours actifs ou passifs en devises sensibles aux évolutions des taux d'intérêts à l'exception d'instruments de Money Market dont la sensibilité est quasi nulle compte tenu de la durée des placements.
- ✓ La BCRG est exposée aux fluctuations des taux d'intérêts en Guinée sur une partie de la créance qu'elle détient sur le Trésor libellée en Francs guinéens et à taux variable.

Les chiffres ci-dessous illustrent l'incidence, au 31 décembre, d'une augmentation et d'une (*diminution*) des taux d'intérêts de 25 points de base sur les charges d'intérêts sur le découvert titrisé à taux variable du gouvernement de la République de Guinée :

	31-déc.-19	31-dec.20
Créance titrisée à taux variable sur le Trésor	638 426 343 716 GNF	354 681 302 064 GNF
Revenus de la dette titrisée à taux variable	98 716 232 595 GNF	104 291 744 978 GNF
Impact d'une hausse de 25 bp sur les produits d'intérêts	1 596 065 859 GNF	886 703 255 GNF
Impact d'une baisse de 25 bp sur les produits d'intérêts	-1 596 065 859 GNF	-886 703 255 GNF

5.14. Autres actifs - avoirs domestiques en GNF

Le détail du poste autres actifs de la rubrique avoirs domestiques en GNF est le suivant :

		<i>En millions</i>	
Autres actifs		2019	2020
Créances	Fournisseurs Avances et Acomptes	265 624	245 355
Comptes de régularisation	Charges payées d'avance et produits à recevoir	355 885	209 962
	Dépenses et débits à régulariser	54 658	437 608
	Provision pour Dépréciation sur DAR	- 48 541	- 45 404
	Comptes de liaison Siège - Agences	-	-
	Chèque et virement à payer	77	34 878
	Débiteurs divers	3 428	3 428
	Compte de passage entre entités comptables et comptes de suspens	1 346	3 007
	Provision pour Dépréciation sur les débiteurs divers et opérations diverses	- 116 136	- 156 358
TOTAL DES AUTRES ACTIFS		516 342	732 475

5.15. Autres dettes

Les autres dettes sont composées de dettes envers le personnel, les organismes sociaux, les fournisseurs et de provisions pour risque sur les opérations d'or monétaire.

		<i>En millions</i>	
Autres passifs		2019	2020
Dettes d'exploitation	Autres comptes de Depots	4 451	22 842
	Rémunérations à payer	4 694	3 734
	Charges sociales à verser	48	2 752
	Retenues sur traitements et salaires	247	- 173
	Fournisseurs et comptes rattachés	20 146	31 511
	Retenues sur salaires du personnel	421	828
Comptes de régularisation	Charges à payer et produits perçus d'avance	975	54 618
	Recettes /crédits à régulariser	526 053	110 073
	Valeurs à l'encaissement non disponibles	1 022	655
	Dépôts et cautions reçus	10 076	11 676
	Comptes de liaison Agences (CDL) / Fonds en route	366	358
	Chèques et virement à payer	24 224	30 270
	Comptes de passage entre entités comptables et comptes de suspens	3 605	24 238
	Autres	- 7 209	
TOTAL DES AUTRES PASSIFS		589 119	293 381

5.16. Créances et engagements sur les établissements de crédit

Les créances et les engagements envers les établissements de crédit comprennent les opérations effectuées par la Banque Centrale dans le cadre de la politique de régulation de la liquidité monétaire, ainsi que les comptes ordinaires débiteurs et créditeurs en Francs guinéens et en devises ouverts par les banques primaires agréées en République de Guinée.

En millions

Créances et engagements sur les établissements de crédit		2 019	2 020	
Créances	Prêts sur le marché monétaire			
	Titres et effets en pension		170 000,00	
	Comptes ordinaires débiteur			
	Provisions pour dépréciation			
Total des créances		-	170 000,00	
Engagement	Emprunts sur le marché monétaire		445 000,00	
	Titres et effets mis en pension		-	
	Comptes ordinaires créditeurs	GNF	2 842 098,74	2 294 569,67
		DEVICES	1 032 140,97	1 535 600,22
Total des engagement		3 874 239,71	4 275 169,89	

5.17. Produits et charges d'intérêts

En millions

Produits et charges d'intérêts		2019	2020
Intérêts perçus sur	Comptes de correspondants	147 406	61 190
	Prêt au FMI	7 049	7 643
	Intérêt sur titres	655 385	690 440
	Autres	368	3 425
Total des produits d'intérêts		725 646	762 697
Intérêts payés sur	Comptes de correspondants	13 984	51 050
	Emprunts auprès du FMI	15 645	10 200
	Autres emprunts	-	11 404
Total des charges d'intérêts		29 628	72 654

5.18. Reprises et dotations sur dépréciations des actifs

Les reprises de provisions de l'exercice 2020 se chiffrent à GNF 6,997 milliards contre 224,788 milliards en 2019 (dont l'essentiel portait sur les avoirs en devises pour GNF 185,650 milliards).

Les dotations aux provisions quant à elles se sont établies à GNF 108,689 milliards dont GNF 108,079 milliards sur la clientèle résidente et sur les comptes d'émission.

2. Engagements Hors Bilan

2.1. Engagements reçus et donnés pour le compte de l'Etat

Au cours de l'exercice 2020, la BCRG n'a ni donné, ni reçu d'engagements.

Au cours de l'exercice 2020, la Banque Centrale n'a ni donné, ni reçu d'engagements au titre des garanties. Les engagements résiduels au titre des anciennes garanties sont les suivants pour les deux dernières clôtures :

Engagement hors bilan au 31 décembre (en millions)		2019		2020	
		Donnés	Reçus	Donnés	Reçus
Engagements sur marchés publics	EUR				
	USD				
	GNF	83 823	83 823		
TOTAL DES GARANTIES		83 823	83 823		

2.2. Autres engagements donnés

Engagements donnés au titre des contrats de location simple

La BCRG loue des locaux notamment pour ses agences.

Les engagements donnés au titre des contrats de location simple (*uniquement des baux annuels*) au 31 décembre 2020 et au 31 décembre 2019 sont les suivants :

Total des engagements au titre des loyers	31-déc.-19	31-déc.-20
Contrat de l'Infirmierie	138 000 000	138 000 000
Contrat de la Direction Nationale des Archives	120 000 000	-
Contrat de l'Immeuble SALL	414 000 000	414 000 000
Contrat du garage DL	132 000 000	132 000 000
Contrats des locations en province	75 600 000	317 400 000
Montant de la charge de loyers annuelle	879 600 000	1 001 400 000

6. AUTRES INFORMATIONS

6.1. Effectifs

Tableau des effectifs par grade à fin 2020 et 2019 :

Effectifs actifs à la Banque Centrale	31-déc.-19	31-déc.-20
Cabinet et Directeurs Généraux	26	13
Cadres (dont 17 DG de grade)	228	226
Non cadres	482	476
Total	736	715

6.2. Parties liées

La BCRG est liée, en propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'Etat du gouvernement de la République de Guinée. Pour réaliser ses objectifs en matière de politique monétaire, la BCRG maintient une position d'indépendance structurelle et fonctionnelle par rapport au gouvernement de la République de Guinée, grâce à sa capacité de financer ses propres activités sans aide de l'extérieur et ses structures de gestion et de gouvernance.

Dans le cours normal de ses activités, la BCRG conclut des transactions avec des parties liées, et les transactions et soldes significatifs figurent dans les présents états financiers.

Etat, Trésor et Ministères

La BCRG fournit au gouvernement de la République de Guinée des services de gestion financière et d'agent financier ainsi que des services bancaires, qui sont prescrits par *la Loi sur la Banque Centrale de la République de Guinée* et dont le coût n'est pas recouvré.

Par ailleurs la BCRG a signé des conventions de titrisation de créances avec l'Etat dont certaines, anciennes ne sont pas à des conditions de marché actuelles.

Régime de pension de la Banque Centrale de la République de Guinée

La BCRG assure la gestion de son régime de pension, en gère les placements et accomplit les tâches administratives connexes. Le coût des services fournis n'est pas recouvré auprès du Régime.

Principaux dirigeants et rémunérations – parties liées

Les principaux dirigeants sont les membres du Cabinet (*Gouverneur et Vice-gouverneurs*) ainsi que les Directeurs Généraux de fonction de la BCRG. La rémunération des principaux dirigeants figure dans le tableau suivant :

Cabinet, Directeurs généraux, Administrateurs	31-déc.-19	31-déc.-20
Avantages à court terme		
Salaires	3 331 567 476	3 724 521 408
Avantages	5 412 256 000	6 510 664 000
Avantages postérieurs à l'emploi		
Indemnité de départ à la retraite	2 746 985 098	401 613 192
Honoraires des administrateurs		
Jetons de présence et rémunérations des conseils et comité	172 250 000	1 247 500 000
Avantages	701 424 747	683 567 835
Total de la rémunération	12 364 483 321	12 567 866 435
Prêts	0	0

6.3. Evènements post clôture

Depuis l'enregistrement de son premier cas confirmé le 12 mars 2020 à Conakry, la Guinée, à l'instar des autres pays du monde, fait face à la pandémie du COVID 19.

L'impact macroéconomique de cette crise mondiale sur l'économie guinéenne se traduira par une baisse du niveau de la croissance économique qui, selon les estimations de la Banque Mondiale pourrait perdre en 2020 entre 1,5 et 2,7 points de pourcentage.